

Annexe RGAA

L'accessibilité numérique concourt à la garantie de l'égalité d'usage et de consultation par les personnes handicapées des services numériques et contenus mis à disposition au travers des sites, applications mobiles ou mobiliers connectés.

Il s'agit d'une obligation légale pour les organismes publics comme le prévoit l'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Le référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGGA), dans sa dernière version en vigueur est le document de référence en matière de critères d'accessibilité numérique à satisfaire pour les interfaces consultées au travers un navigateur web.

Il est disponible sous <https://accessibilite.numerique.gouv.fr/>

Si le référencement au RGAA n'est pas possible, la conformité devra alors être évaluée par rapport à la norme européenne EN 301 549¹ dans sa dernière version en vigueur, complétée par toute autre référence concourant au respect de la législation, notamment parmi les documents proposés par la direction interministérielle du numérique².

Le titulaire s'engage à mobiliser tous les moyens nécessaires pour s'assurer que les développements pour le bénéficiaire des modules exposés sur le WEB à l'usage du public tendront vers un niveau de conformité RGAA élevé, lequel sera précisé module par module, dans le bon de commande correspondant.

Ce niveau d'exigence ne concerne pas les contenus qui feraient l'objet d'une dérogation telle que définie dans les référentiels ou la loi et validée par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire se réserve le droit de faire vérifier, au moyen d'audits par un prestataire expert en accessibilité numérique ou ses propres ressources expertes en accessibilité numérique, le respect des exigences RGAA des développements pour le bénéficiaire de modules exposés sur le WEB à l'usage du public. Si des non-conformités imputables à une défaillance du titulaire persistent après la réalisation par l'administration de 2 audits, le titulaire s'expose à des pénalités pour audit supplémentaires jusqu'à correction de l'ensemble de ces anomalies. Ces actions correctives sont à la charge du titulaire du marché.

1 <https://digital-strategy.ec.europa.eu/fr/policies/web-accessibility-directive-standards-and-harmonisation>

2 <https://accessibilite.numerique.gouv.fr/ressources/references/>